

Traian Sandu

Les relations roumano-serbes et la question du Banat durant la Première Guerre mondiale

La convergence d'intérêts entre la Serbie et la Roumanie lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale procédait bien entendu des revendications officieuses des deux Etats à l'encontre de territoires de l'Empire austro-hongrois. Mais leur situation diplomatique était fort différente : la Roumanie était liée aux Centraux par le traité défensif de 1883, régulièrement renouvelé; la Serbie se trouvait clairement dans le camp de l'Entente, sous la protection politique de la Russie et sous l'influence économique de la France. Les obligations de la Roumanie envers l'Entente ne possédaient donc pas la même force que celles de sa voisine : elle était donc aussi – comme l'Italie – plus difficile et plus intéressante à courtiser en vue de la détacher de la Triplice.

Or les prétentions des deux Etats se rencontrèrent lorsqu'il s'agit d'attribuer la province historique du Banat, qui forme un quadrilatère de 30 000 km² entre les vallées du Mures au nord – où le Banat se trouve au contact de la Transylvanie, également convoitée par la Roumanie – de la Tisza à l'ouest et du Danube au sud, ainsi que par les monts du Banat à l'est.¹ Dans les trois « comitats » composant la région, le Krasso montagneux à l'est, la plaine du Temes – avec la ville de Timisoara (Temesvar en hongrois) et le grand complexe métallurgique de Resita – au centre et la plaine du Torontal à l'ouest, les Serbes ne possédaient la majorité sur les Roumains que dans le Torontal.²

Sur le plan stratégique, le Banat formait une sorte de coin hongrois introduit entre Serbie et Roumanie sur l'axe danubien, ce qui permettait aux

¹ Voir Jean Nouzille, *La Transylvanie, terre de contacts et de conflits*, Revue d'Europe centrale (Strasbourg, 1993), 15.

² Jovan Cvijić et alt., *La Question du Banat, de la Batchka et de la Baranya. Le Banat* (Paris, 1919), 13.

Centraux de menacer tous les Balkans, et notamment de peser sur la décision de la Bulgarie.

Parmi les arguments dont les propagandes des deux compétiteurs inondèrent les capitales alliées,³ il faut chercher une synthèse plus apaisée chez le géographe Emmanuel de Martonne, dont le rapport sur le Banat pour le Comité d'études du Quai d'Orsay en vue des discussions de la Conférence de la Paix fut remis le 3 février 1919.⁴ En faveur des Serbes, il relève l'ancienneté de leur peuplement et de leur civilisation, la nécessité pour eux de couvrir leur capitale – trop exposée sur le Danube – ainsi que la complémentarité entre la production agricole de la plaine banataise et celle des régions montagneuses de la Serbie pauvres en grandes plaines céréalières, ce qui n'était pas le cas pour la Roumanie. Pour les Roumains, de Martonne invoque la nécessité d'une frontière stratégique – sur le Danube et sur la Tisza – en continuité avec la Transylvanie, mais évoque aussi leurs arguments de l'antiquité du peuplement, de leur majorité démographique relative – 37% contre 24% d'Allemands, 18% de Serbes et 15% de Magyars – et de la confluence du Mures et de la Tisza – ce qui fournissait un axe commercial complet pour le drainage des produits transylvains et banatais vers la voie danubienne, ainsi que la maîtrise stratégique d'un possible axe de pénétration est-ouest. En fait, en 1914, le Banat n'était lié économiquement à aucun des deux réclamants, puisqu'il représentait surtout le grenier de Budapest.

Mais en réalité, l'évolution des chances d'attribution du Banat à l'un ou à l'autre des deux alliés dépendit étroitement de leurs avatars militaires respectifs durant le conflit ; ceux-ci fournissent la trame des relations roumano-serbes et du sort mouvant de la province dans les buts de guerre des compétiteurs et de leurs puissants protecteurs.

Au début des hostilités, les deux camps avaient pour la Roumanie un intérêt dû à sa neutralité, à ses ressources en hommes, en céréales et en pétrole; avant tout, sa position stratégique lui permettait soit de participer à l'isolement de la Serbie et surtout, depuis la fermeture des Détroits par les Ottomans le 1er novembre 1914, de la Russie – avec l'aide éventuelle de la Bulgarie, de la Turquie et de la Grèce – soit de s'intégrer au système balkanique embryonnaire de l'Entente pour ravitailler la Russie et pour couper les communications entre les Centraux et les Ottomans, avec l'aide de la

³ On peut commodément en consulter un échantillon représentatif dans trois volumes de mélanges de la bibliothèque du Ministère des Affaires étrangères intitulés : *Rôle diplomatique de la Roumanie, 1913-1919*, *Problèmes roumains, 1915-1919* et *Annexions roumaines, 1915-1919*.

⁴ Le passage suivant est inspiré de Jacques Bariety, « Le Comité d'études du Quai d'Orsay et les frontières de la Grande Roumanie, 1918-1919 », à paraître dans *La Revue roumaine d'études internationales* (manuscrit aimablement communiqué par l'auteur).

Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce. L'opinion étant toutefois favorable à la neutralité – acquise après le Conseil de la Couronne du 3 août 1914 – les principaux belligérants engagèrent, en vue de l'obtenir l'alliance roumaine, une course diplomatique qui consistait en une surenchère de promesses territoriales aux dépens de l'autre camp.

C'est ainsi que le Banat de Temesvar devint l'enjeu d'une compétition entre l'allié serbe et l'allié potentiel roumain. La puissance de l'Entente la plus directement intéressée à l'entrée de la Roumanie dans le combat était la Russie, mais le client serbe avait déjà émis des prétentions sur le Banat occidental, en échange de concessions qu'il ferait à la Bulgarie en Macédoine, afin de l'attirer également du côté des Alliés.⁵ La Roumanie, qui s'était engagée dans une neutralité bienveillante envers l'Entente par un échange de lettres avec la Russie le premier octobre 1914 – par lequel la Russie lui promettait la Transylvanie – avait engagé, à partir du 3 mai 1915, donc après les échecs alliés du début de l'année, des négociations avec la Russie pour entrer en guerre.⁶ Toutefois, le premier ministre, le national-libéral Ion Brătianu, avait d'abord présenté exclusivement au ministre de France les revendications territoriales complètes, car elles comprenaient le Banat et la Bucovine – cette dernière intéressant directement la Russie⁷ – sans oublier l'accès que la Russie demandait aux Détroits, ce qui pouvait se traduire par l'annexion de toute la côte occidentale de la Mer Noire, au détriment de la Roumanie dans la Dobroudja et de la Bulgarie. La Roumanie ne faisait ainsi qu'imiter l'Italie, qui avait également engagé des négociations avec l'Entente en mars-avril 1915 sur la base de la cession de la côte dalmate que convoitait la Serbie.

Après le traité de Londres du 26 avril 1915 avec l'Italie, les Alliés espérèrent l'entrée imminente de la Roumanie dans le conflit ; ainsi, malgré une note indignée de Pašić du 4 mai, Delcassé pressa le 17 mai la Russie d'accepter les revendications territoriales roumaines et le 19 mai, une note de Petrograd reconnut les droits de la Roumanie sur la Bucovine du sud et sur la totalité du Banat, y compris sa partie occidentale, le Torontal.⁸ Les Serbes n'étaient pas au bout de leurs peines avec les promesses faites à la Bulgarie le 29 mai, et qui portaient sur la Macédoine du sud ; une nouvelle protestation de Pašić n'y fit rien. Les défaites des Russes en juin les incitèrent

⁵ Jasna Koulischer-Adler, *La Croatie et la création de l'Etat yougoslave* (Genève, 1994), 117. Voir aussi la note du premier octobre 1915 du Quai d'Orsay dans les Archives du ministère des Affaires étrangères (plus loin : AMAE), série A, vol. 333, folio 1-3.

⁶ Voir, entre autres, Vasile Vesa, *Les Relations politiques roumano-françaises au début du XXe siècle (1900-1916)* (Bucarest, 1986), 115.

⁷ *Ibid.*, 123.

⁸ *Ibid.*, 129.

à faire de nouvelles concessions en Bucovine, mais l'ampleur des exigences roumaines dans le Banat méridional retarda la conclusion du traité, car cette fois l'ensemble des Alliés – notamment l'Angleterre – et même le chef de l'aile ententophile des conservateurs, Take Ionescu, s'élevèrent contre de telles prétentions à l'égard d'un allié, avec lequel on risquait de voir s'ouvrir un conflit frontalier.⁹

Mais l'urgence des besoins alliés les obligea à céder aux revendications roumaines, qui reçurent satisfaction lors de la rencontre entre Delcassé et Asquith à Calais, le 6 juillet 1915 : Sazonov accepta de sacrifier les intérêts de la Serbie dans le Banat, mais l'entrée en guerre de la Roumanie fut retardée par des considérations stratégiques de coordination des mouvements des armées alliées dans la zone et d'approvisionnement en matériel.¹⁰ Lorsque tous les doutes roumains furent levés, les Alliés envoyèrent une note le 4 août 1915 au président du Conseil serbe, Nikola Pašić, comprenant les abandons territoriaux que l'on attendait de son pays au bénéfice de la Roumanie et de la Bulgarie ; la France tenta d'obtenir son assentiment en suggérant verbalement une compensation en Croatie, mais Pašić refusa le 4 septembre les exigences roumaines, en invoquant les sacrifices qu'on lui demandait en Macédoine.¹¹ De toute façon, les succès des Centraux en août avaient stoppé les négociations avec les Roumains.

Ainsi, malgré les manifestations de sympathie répétée des milieux interventionnistes roumains envers les Serbes – que le ministre de France, Camille Blondel, encourageait fortement – la Roumanie s'en tint, après septembre 1915 et face aux succès des Centraux dans la zone, au refus du transit entre ces derniers et les Ottomans : lors de l'offensive bulgare contre la Serbie d'octobre à décembre, celle-ci « a, sans succès, cherché à obtenir l'appui de la Roumanie pour le respect du traité de Bucarest [de 1913] et la défense des intérêts communs aux deux peuples »,¹² qui était une des clauses de ce traité qui mettait fin à la deuxième guerre balkanique. En fait, la Roumanie tenta de dissuader Sofia d'intervenir, mais l'Autriche-Hongrie couvrait l'offensive bulgare et après l'échec d'une entente roumano-serbo-grecque, la défaite et le repli de l'armée serbe vers Corfou laissa la Roumanie isolée sur toutes ses frontières, à l'exception de celle de l'est.¹³ L'ouverture d'un front défensif timide à Salonique au même moment eut le don de maintenir la Grèce et la Roumanie dans une neutralité bienveillante, à défaut de les encourager à intervenir aux côtés de l'Entente.

⁹ *Ibid.*, 133.

¹⁰ *Ibid.*, 136.

¹¹ Voir note du Quai d'Orsay citée ci-dessus.

¹² *Ibid.*

¹³ Vesa, *Relations politiques*, 150-154.

Avec la défaite et l'occupation de la Serbie prend fin la première phase des relations roumano-serbes ; durant la période suivante, les Alliés éprouvent un besoin plus pressant encore de s'adjointre la Roumanie.

La seconde phase se déroule en fait en l'absence du partenaire serbe, totalement remplacé dans les discussions – notamment sur la configuration territoriale de la zone après la victoire – par de Grands Alliés toujours prêts à payer l'intervention roumaine de l'attribution, entre autres, du Banat. Les discussions reprirent en janvier 1916 ; même si la France se montrait par ailleurs soucieuse d'éviter une paix séparée entre la Serbie et l'Autriche, elle avait dorénavant d'autres compensations à offrir aux Serbes – comme le sauvetage de leur armée et la reconquête de la Serbie.¹⁴ Ces discussions étaient par ailleurs facilitées par la plus grande inclination de Briand à envisager un démantèlement de l'Autriche-Hongrie au moment de Verdun pour trouver des alliés.¹⁵

Mais la Roumanie demandait aussi le renforcement du front de Salonique pour remplacer la Serbie défaillante et l'ouverture d'un front russo-roumain dans la Dobroudja pour maintenir la Bulgarie, tandis que l'armée roumaine se serait emparée de la Transylvanie et du Banat. La conjoncture du début de l'été 1916 fut meilleure pour les Alliés avec le relâchement de la pression allemande à Verdun et avec le début de l'offensive Brussilov en juin à l'est. Mais la contrepartie pour la Roumanie était la possibilité d'une paix séparée de l'Autriche-Hongrie, donc la fin des espoirs d'annexion à son détriment. La France mit tout son poids dans la pression alliée sur la Roumanie, et Brătianu accepta d'intervenir, aux conditions évoquées.¹⁶ Les réticences russes à satisfaire les revendications roumaines après les succès de Brussilov, à laisser s'installer les arrières logistiques roumains en Bessarabie, à permettre à la Roumanie de ne déclarer la guerre que contre l'Autriche-Hongrie et à participer sur un pied d'égalité à la future conférence de la paix furent balayées par la pression française, qui détermina les Russes à accepter, le premier août 1916, l'entrée en ligne immédiate de la Roumanie ; par la même occasion, Brătianu profitait de la sollicitude de la France pour lui faire jouer le rôle d'arbitre vis-à-vis des éventuelles tensions futures entre la Roumanie et son puissant protecteur oriental.¹⁷ La conclusion du traité politique et de son pendant militaire le 17 août 1916 à Bucarest concrétisa les promesses

¹⁴ Note de Briand du 22 décembre 1915, citée et commentée par Henri-Georges Sou-tou dans « Relations internationales, tentatives de paix et buts de guerre en 1916 », in Centre de Recherche de l'Historial de la Grande Guerre, *La Bataille de la Somme dans la Grande Guerre*, Actes du Colloque des 1^{er}, 2, 3, 4 juillet 1996, Péronne [2000].

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Vesa, *Relations politiques*, 190-195.

¹⁷ *Ibid.*, 195-214.

territoriales alliées, en échange d'une offensive roumaine en Transylvanie – à charge pour les Alliés d'immobiliser les Bulgares ; concernant le Banat, et afin de donner des garanties stratégiques et humanitaires aux Serbes, les dispositions suivantes étaient prévues à l'article quatre :

La Roumanie s'engage à ne pas élever de fortifications en face de Belgrade dans une zone à déterminer ultérieurement, et à ne tenir dans cette zone que des forces nécessaires au service de la police. Le Gouvernement royal roumain s'engage à indemniser les Serbes de la région du Banat qui, abandonnant leurs propriétés, voudraient émigrer dans l'espace de deux ans à partir de la conclusion de la paix.¹⁸

Mais ce traité ne fut jamais appliqué, puisque la Roumanie fut rapidement battue ; jusqu'à sa paix séparée avec les Centraux en mai 1918, le traité d'août 1916 sembla valoir ; en réalité, Serbes et Roumains s'efforcèrent de faire valoir leur point de vue, les premiers en intégrant leur armée de Corfou à l'Armée alliée d'Orient, les autres en accueillant la mission militaire du général Berthelot, destinée à réorganiser leur armée avant les opérations sur les cols des Carpates de l'été 1917. La révolution russe d'octobre 1917 fut un coup dur pour Pašić, qui perdit son principal protecteur, mais aussi pour Bratianu qui, ne pouvant plus tenir le front des Carpates, signa l'armistice en décembre et démissionna.

Le troisième épisode des relations roumano-serbes et du développement de la question banataise prend place en France, après la rapide défaite de la Roumanie devant les Centraux et leurs alliés balkaniques. Les acteurs n'en sont plus, du côté roumain, les représentants officiels du gouvernement, obligés, après une tentative de résistance sous l'égide de la mission française du général Berthelot, de traiter avec l'ennemi à partir de décembre 1917 et de l'écroulement du front russe. L'homme fort de l'émigration roumaine est Take Ionescu, qui parvient à supplanter auprès des Alliés Bratianu, obligé de s'éclipser en Roumanie devant un personnel plus susceptible de traiter avec les Centraux, mais ayant refusé l'exil du pouvoir roumain, malgré la dureté du traité imposé par l'occupant en mai 1918.

Les projets de Take Ionescu se situent essentiellement à deux niveaux.¹⁹ Oeuvrant pour la réhabilitation de son pays auprès des dirigeants de l'Entente afin de regagner le statut d'allié perdu par la paix séparée, il fonde à Paris, en août, le Conseil national de l'unité roumaine. Sur le plan

¹⁸ Annexe A au « Mémoire présenté par la délégation roumaine : La Roumanie devant le Congrès de la Paix », AMAE, Recueil des Actes de la Conférence de la Paix, IV, C, 4, p. 436-437.

¹⁹ Une synthèse commode est l'ouvrage succinct – mais partiel – de Vasile Netea, *Take Ionescu* (Bucarest, 1971), 48-81 pour la période de la guerre.

international, il décide de s'entendre avec les autres exilés centre-européens afin de présenter un front uni lors de la conférence de paix à venir et de donner ainsi plus de poids à leurs revendications territoriales respectives – en évitant notamment de se diviser sur des questions litigieuses – ainsi que de créer une entente centre-européenne des vainqueurs qui prendrait le relais des empires multinationaux dont les Alliés commençaient à prévoir la dissolution à partir du printemps 1918. Le contexte était en effet favorable: après la polémique entre Clemenceau et Czernin d'avril, les espoirs d'une paix séparée autrichienne s'étaient effondrés, alors que le congrès des « nationalités opprimées » d'Autriche-Hongrie se tenait au même moment à Rome ; le 3 juin, les Alliés produisirent une déclaration favorable aux Polonais, aux Tchécoslovaques et aux Yougoslaves. Take Ionescu se mit donc en rapport avec les autres dirigeants centre-européens, et notamment serbes, afin de régler leurs contentieux éventuels :

dès l'automne de 1918, des pourparlers ont commencé entre Mm. Benès, Venizelos, Pachitch [Pašić] et moi, à Paris et à Londres. [...] En effet, il n'y a pas de voisinage sans friction. [...] Il existait jusqu'à tout dernièrement un cas unique : les Serbes et les Roumains. On sait comment dans les dernières années ce cas unique avait cessé. [...] Pour le moment, nous n'avions formulé qu'un désir : devant la future conférence de la paix, nous irions unis avec tous nos différends tranchés entre nous ou par des arbitrages choisis par nous, mais nous montrrions aux Puissances qui allaient décider de notre sort que nous étions assez mûrs pour ne pas avoir besoin d'elles quand il s'agissait de régler nos questions à nous.²⁰

C'est dans cette double perspective, à moyen terme – la conférence de la paix, et à plus long terme – l'organisation de l'Europe centrale après la guerre, qu'il faut replacer la tentative de Ionescu et de Pašić de régler le contentieux banatais. La conception d'une intégration balkanique n'était d'ailleurs pas non plus étrangère au dirigeant serbe, aux côtés du projet de Grande Serbie ou du programme yougoslave de regroupement des Slaves du sud.²¹ Enfin, la Roumanie se montrait d'autant plus encline à transiger qu'elle se trouvait, par sa paix séparée, en état d'infériorité diplomatique à l'égard de la Serbie.

Les rencontres les plus importantes pour la question du Banat eurent lieu à Paris, en présence du Grec Venizelos comme médiateur et

²⁰ Note de Take Ionescu sur « la Petite Entente » du 8 octobre 1921, Bibliothèque Nationale Roumaine, fond Saint-Georges, paquet XLII, dossier 3 (Take Ionescu, politique extérieure, 1920-1922), 22-25.

²¹ Voir Koulischer-Adler, *Croatie et l'Etat yougoslave*, 112.

du Britannique Balfour comme témoin.²² Après de longues discussions, ils s'entendirent pour attribuer à la Roumanie la plus grande partie du Banat, y compris la rive sud du Mures jusqu'à sa confluence avec la Tisza, ainsi que l'importante voie nord-sud de Timisoara à Bazias, sur le Danube ; par contre, la préoccupation stratégique des Serbes fut également respectée, puisqu'ils obtinrent la rive gauche du Danube face à Belgrade, soit le Torontal.²³

Le seul problème, de taille il est vrai, était de savoir quelle était la légitimité de cet accord, dans la mesure où Ionescu représentait une institution certes reconnue par les Alliés en octobre, mais ignorée par le gouvernement roumain, y compris lorsque les ententistes pro-Bratianu revinrent au pouvoir à partir du 6 novembre 1918 et remirent en cause l'autorité, ainsi que l'action, de Take Ionescu. De façon à la fois significative et symbolique, le premier décembre 1918 vit à la fois la proclamation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes – avec des prétentions sur le Torontal – et l'union de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie lors de la réunion d'Alba-Iulia. La question du Banat fut donc rouverte durant la Conférence de Paris, d'autant que l'avance des troupes alliées lors de l'offensive de l'Armée d'Orient mit l'Armée serbe en possession d'une grande partie du Banat où s'installa aussi, il est vrai, un commandement français, qui pouvait faire pression en vue d'un règlement amiable entre les deux petits alliés – si tant fût que la Roumanie pût retrouver son statut d'allié.

*Université Paris III
Sorbonne Nouvelle*

UDC 94:355.48:327](497.11:498)(093)"1914/1918"

²² Ivo Ledener, *Yugoslavia at the Paris Peace Conference. A Study in Frontiermaking* (Yale, 1963), 99-100; voir aussi les mémoires de Ion G. Duca (un libéral proche de Bratianu), vol. 4 : *Razboiu* [La guerre], Deuxième partie (1917-1919) (Bucarest, 1994), 219-222.

²³ Ledener, 99-100.